

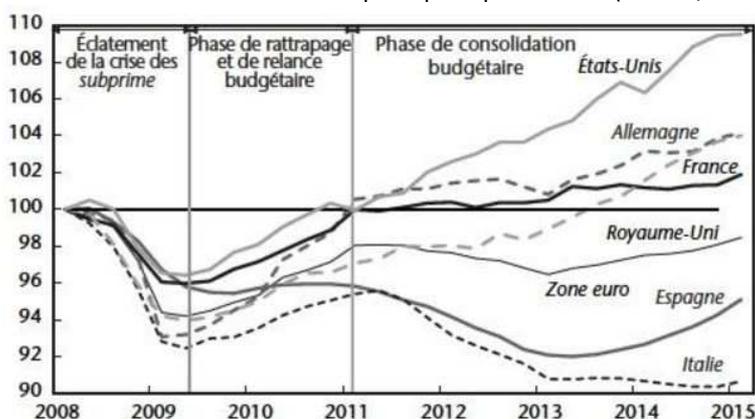
Extrait de *L'économie française 2016*, Repères, La Découverte, 2015

Hervé Péléraux et Mathieu Plane

L'économie européenne, et française en particulier, stagne depuis 2008 et sa reprise a été interrompue à partir de 2011. Quel rôle ont joué les politiques de consolidation budgétaire dans ce ralentissement de la croissance ?

L'éclatement de la crise des *subprime* à l'été 2007 et ses répercussions sur l'activité réelle en 2008 ont placé le PIB français sur une trajectoire atypique depuis sept ans. Avec un niveau de PIB au premier trimestre 2015 supérieur de seulement 1,9 % à celui du dernier pic cyclique daté du premier trimestre 2008, soit, rapporté à la durée, un taux de croissance annuel quasi nul (+ 0,3 %), la phase actuelle surprend par sa durée. Si l'on rapporte la richesse créée par l'économie à la population, le constat est plus sombre encore, avec un recul du PIB par tête de 1,4 % en sept ans. Cette situation est inédite en France : les reprises observées dans le passé ont toujours ramené, après sept ans, le PIB largement au-dessus de son pic d'avant crise. [...]

Evolutions comparées du PIB de la France et de ses principaux partenaires (indices, base 100 1^{er} trim. 2008)



Sources : comptabilités nationales

Des freins puissants à la croissance : le rôle des politiques d'austérité généralisées

Face au creusement des déficits publics et à la montée de l'endettement des États durant la récession, les gouvernements, sous la férule de la Commission européenne, gardienne des règles budgétaires, ont conduit des politiques drastiques d'austérité qui n'ont pas produit les résultats escomptés initialement. Appliquées alors que les multiplicateurs budgétaires étaient élevés, ces politiques ont brisé le rebond qui s'était amorcé au sortir de la récession de 2008-2009. Dès lors, les cibles définies au départ n'ont pas été atteintes ; l'entêtement à vouloir faire refluer rapidement les déficits a poussé à l'accentuation de l'austérité, avec les mêmes conséquences que lors de la première vague de restrictions. Parmi les grands pays de la zone euro, l'Espagne et l'Italie, en traversant une deuxième récession entre 2011 et 2013, ont été les plus touchées par cette stratégie de consolidation budgétaire. La France l'a été dans une moindre mesure et l'Allemagne, souvent citée en exemple pour ses performances en termes de croissance et qui s'est démarquée par une rigueur bien moindre qu'ailleurs, a subi le contrecoup des restrictions conduites par ses partenaires commerciaux et s'est laissé distancer par les États-Unis. C'est donc la zone euro dans son ensemble qui a pâti d'une austérité mal calibrée et la stagnation de l'économie française depuis trois ans répond à des déterminants communs à l'ensemble des pays membres.

Le choc budgétaire national, mais aussi importé, rend compte de l'essentiel de l'affaissement de la croissance en France depuis 2011. Initié en 2010, il s'est renforcé entre 2011 et 2013 (il a diminué le PIB de 1,1 point de PIB en 2011, de 1,3 en 2012 et de 1,5 en 2013) pour s'atténuer en 2014 (- 1 point de PIB). Les gouvernements français successifs se sont pliés aux normes de réduction des déficits édictées par la Commission européenne afin de respecter les engagements du Pacte de stabilité et de croissance (PSC) et de préserver la notation de la dette souveraine française pour se prémunir de la défiance des marchés. Au frein budgétaire national s'est ajouté l'effet négatif des politiques budgétaires conduites pour des raisons identiques chez les partenaires européens de la France et qui, par le canal de l'affaissement de la demande extérieure, ont renforcé l'impact de la consolidation budgétaire sur la croissance.